

# « Une école laïque et populaire, émancipatrice et coopérative pour TOUS »

Le 8 décembre dernier, nous étions dans la rue pour défendre une école laïque respectueuse des enfants et de leurs familles au sein d'un service public d'éducation fort et ouvert au dialogue avec ses usagers. Nous étions dans la rue pour refuser le retour des filières et de la ségrégation sociale au collège. Nous étions dans la rue pour redire notre engagement pour une école coopérative et émancipatrice pour tous les enfants.

Créé sous l'impulsion des mouvements pédagogiques, le Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire, devait promouvoir l'innovation au sein du système éducatif. Ce chantier n'a accouché que de quelques réalisations marginales, rendues précaires par leur caractère expérimental. Il s'est détourné de plus en plus vers la prise en charge d'élèves en très grande difficulté, renvoyant l'innovation à la périphérie du système scolaire.

Une autre école est possible : laïque, populaire, coopérative, émancipatrice, cette école existe depuis des décennies. Des pédagogies telles les pédagogies coopératives (dont la pédagogie Freinet mais aussi celle des collèges et lycées expérimentaux) la mettent en œuvre au quotidien. Mais elles ont toujours été réduites à la confidentialité. Elles savent pourtant allier avec succès éducation et appropriation des connaissances :

- En reconnaissant les enfants comme auteurs de leur devenir, nous leur ouvrons les portes de l'autonomie et la responsabilité.

- En développant une éducation globale polytechnique, valorisant tous les langages et s'appuyant sur la culture première des enfants, nous pouvons les accompagner, pas à pas, dans leurs tâtonnements, de leur propre culture vers d'autres cultures, vers la culture. Nous nous revendiquons « éducateurs passeurs de cultures ».

- En associant les enfants à l'élaboration des règles, en leur donnant les outils pour dépasser de manière constructive les inévitables conflits, en créant une démocratie participative, nous leur donnons toutes les chances de s'approprier ces règles communes.

- En offrant aux enfants, dès l'école, d'authentiques situations de participation aux décisions et aux projets, nous oeuvrons à la construction d'individus capables et soucieux d'agir pour le collectif.

- En travaillant au sein d'équipes pédagogiques coopératives, ouvertes au dialogue avec les partenaires éducatifs, ces objectifs ont plus de chances de se réaliser.

Pour autant, nous constatons chaque jour les limites de notre action éducative dans une société ravagée par les effets du libéralisme économique, dans une société gangrenée par l'esprit de compétition et son lot d'exclusions et de violences sociales. Nous ne voulons plus être les pompiers de service, les missionnaires d'une pacification sociale à laquelle on chercherait à nous assigner. Nos pratiques pédagogiques participent d'un projet politique de type collectif et ouvert à tous.

Avec les récentes lois des ministres Sarkozy-Perben auxquelles les projets actuels de l'Éducation nationale emboîtent le pas, c'est le tout-répressif qui est mis en avant, ceci dans un contexte ultra-sécuritaire. Alors comment s'étonner que, du haut de leur chaire, des voix prônent le retour à l'instruction pure et dure ? Quelles perspectives engageantes pour les enfants, les jeunes, et notamment les plus défavorisés d'entre eux dont le choix n'est plus alors qu'entre soumission ou rébellion. A vouloir éteindre ainsi le feu que des hordes de « sauvageons » propageraient soi-disant dans la société, c'est tout bonnement la flamme de l'ambition qu'on éteint, le désir de futur qu'on étouffe, avec le risque certain que les dernières étincelles soient celles de la révolte.

*L'ICEM-Pédagogie Freinet, la Fédération ensemble changeons l'école, Réveil, InterMédès, Réseau des savoirs, les Verts, le professeur Hubert Montagner ont signé ce texte qui a été diffusé pendant la manifestation du 8 décembre à Paris.*